

Nos axes et nos tâches pour l'année 2018-2019

1) Éléments de contexte :

L'offensive menée par Macron pour détruire le Droit du travail n'est pas une simple « contre-réforme » sociale de plus, mais une brique supplémentaire dans la réorganisation du mode de production capitaliste. Elle généralise la précarité, vise à faire pression sur la masse salariale (salaire direct et salaire socialisé) et à entretenir une réserve de main d'œuvre bon marché, immédiatement disponible et polyvalente dans des emplois peu ou pas qualifiés. La stabilité du dispositif étant garantie par un contrôle social renforcé. L'élection de Macron représente l'arrivée au gouvernement de la fraction la plus agressive de la bourgeoisie. Le projet dont celle-ci est porteuse a pour fin la ré-individualisation du rapport salarial. Uber en est l'illustration la plus caricaturale. Cette attaque ne vise évidemment pas seulement les salarié-e-s du secteur privé. Il s'agit d'une opération globale qui concerne tou-te-s les travailleur-euse-s (actif-ve-s et retraité-e-s) et bien entendu celles et ceux de la fonction publique (titulaires comme contractuel-le-s). Ses effets devraient affecter la majorité de la population.

Le fond des attaques est toujours le même : réduire les dépenses des plus riches que ce soit par la baisse d'impôts, des cotisations sociales et des taxes, et augmenter le contrôle sur les plus démunis et casser tous les acquis sociaux : retraites, Sécu, droit du travail, chômage, services publics (privatisation, statuts, réductions du nombre de fonctionnaires). Ces attaques engendrent des luttes de résistance nombreuses, parfois victorieuses. Mais depuis 2016, ce sont les mêmes difficultés, malgré les aspirations évidentes, à faire converger ces luttes, à dépasser la politique délibérée de dispersion et les freins des directions syndicales dès qu'il s'agit de poser la nécessité de la grève reconductible.

Dans notre secteur, l'éducation, nous constatons qu'il est difficile de mobiliser nationalement en dehors des dates interpro sur la fonction publique, mais nous constatons aussi que les luttes sont nombreuses, au coup par coup, touchant tel collègue, lycée ou telle école, souvent contre les suppressions de postes, de classes, d'absence de professeurs ... La casse du service public d'éducation ne se fait pas sans résistance, mais celle-ci peine à s'unifier, à se généraliser, comme lors du dernier grand mouvement dans notre secteur en 2003.

Plus que jamais, c'est donc à la fois d'une politique défendant la convergence des luttes, la généralisation des grèves, leur extension, leur contrôle démocratique par les salarié-e-s mobilisé-e-s, dans le cadre d'assemblées générales, de comités de grève et de coordinations et de prises d'initiatives concrètes qui nous permettent de faire des pas vers ces objectifs dont nous avons besoin. Les difficultés, nous les connaissons, les

obstacles, nous les connaissons, mais notre rôle, en tant que syndicat de lutte et de transformation sociale, c'est d'essayer de les surmonter, sans doute de manière ambitieuse et volontariste, sans se laisser aller à en « rabattre » sur nos objectifs, sans présager de ce que l'ensemble des salarié-e-s sera demain en capacité de faire ou de ne pas faire ... nous restons confiants dans la capacité de notre classe sociale à changer le monde !

Notre syndicat défend désormais un peu à contre-courant cette orientation au sein de la fédération, nous avons pu le constater lors du congrès fédéral de mars dernier. Il faudra continuer à le faire, en assurant une présence active et organisée à tous les conseils fédéraux, en participant dans la mesure de nos moyens à l'ensemble de la vie fédérale (commissions, rédaction d'articles pour le journal, groupes de travail, ...). Il faudra continuer à alimenter les débats sur la construction de la grève, l'importance pour notre fédération de défendre concrètement « un syndicalisme de luttes, de classes et autogestionnaire », donc de ne pas toujours attendre la décision des directions des autres organisations syndicales mais leur proposer des axes de mobilisation unifiante et des journées de grèves dans la perspective de la grève reconductible.

2) Notre intervention dans « l'Interpro » doit rester une priorité pour notre syndicat)

À notre niveau :

- Continuer de peser pour les appels à la mobilisation, à la grève, les plus larges possibles,
- Proposer des AG systématiquement à la fin des manifs (dans le cadre unitaire le plus large possible, mais les tenir même si nous sommes les seul.e.s à le faire),
- Proposer systématiquement des cortèges « éduc nat » dans les mobilisations plus larges : cela permet de donner une visibilité au secteur et à ses revendications en lien avec celles des autres, cela favorise les liens entre les différents secteurs de l'éduc nat contre les tendances corporatistes,
- Participer et populariser les cadres unitaires regroupant des équipes syndicales différentes, des personnes non syndiquées, dans un objectif de luttes et de mobilisation (comme le Front Social) pour favoriser le lien entre les différents secteurs avec pour objectif de construire la généralisation des grèves, en multipliant les actions vers les secteurs en lutte, mais aussi des actions pour s'adresser aux secteurs peu ou pas encore mobilisés,
- Dans Solidaires : continuer de construire en y proposant une orientation d'unité d'action offensive dans les intersyndicales c'est-à-dire proposer la reconduction de la grève même si c'est minoritaire sans s'empêcher bien sûr d'appeler et de participer aux journées de 24h en mettant en avant les propositions de reconduction que nous aurions faites ; ne pas accepter de participer aux

consultations du gouvernement qui ne servent qu'à démobiliser les salarié-e-s et paralyser les organisations syndicales ; continuer de proposer et défendre la participation au Front Social ; contribuer à des expressions publiques de Solidaires, entre autres sur les services publics, les retraites, les conséquences concrètes de la mise en œuvre de la loi travail, ...

- Multiplier dès que possible dans les mobilisations (et dans Solidaires) les explications sur les réformes de l'éducation nationale, leurs conséquences (notamment sur la scolarité des enfants des milieux populaires) et leur lien avec les autres attaques,
- Dans un contexte de montée des idées racistes, sécuritaires et xénophobes, maintenir, voire renforcer notre participation à tous les cadres unitaires de lutte contre le racisme, pour la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation (en particulier le RESF, les collectifs d'aide aux migrants MIE, ...).

3) Notre intervention dans notre secteur

À notre niveau :

- Mobiliser et informer sur les différentes réformes, en particulier celle du Bac et Parcoursup
- Faire le lien avec les autres secteurs, en particulier de la Fonction Publique (statut, réduction des postes aux concours)
- Dans le primaire : mettre l'accent sur les CP dédoublés, la réduction des postes aux concours, les fermetures d'écoles en particulier en campagne ; les logiques de fond ; tenter de multiplier les actions locales de résistance en organisant quand c'est possible des AG de secteurs. Tenter là où on peut des heures d'information syndicales communes à plusieurs établissements (collège, lycée, école) pour favoriser les mobilisations inter-degrés
- Continuer plus que jamais à dénoncer la précarité galopante des personnels dans notre secteur, défendre la titularisation sans condition de tous les précaires et relayer, appuyer toutes les luttes contre la précarité
- Appeler et relayer auprès de nos collègues toutes les initiatives et grèves interprofessionnelles
- Pour les élections professionnelles de novembre : mettre en avant notre spécificité : pour en finir avec les stratégies de l'échec parce que la défense des personnels et de nos conditions de travail ne pourra être vraiment victorieuse que si nous imposons par nos luttes une politique ambitieuse pour le service public d'éducation : retrait des contre-réformes actuelles, attribution de moyens (postes, titularisation, formation, ...). Nous donner les moyens de présenter au moins le même nombre de listes qu'en 2014, sauvegarder nos sièges en CAPA des certifié-e-s, profiter de la campagne qui va coïncider avec la rentrée scolaire, pour faire de la diffusion, mais aussi organiser des heures d'information syndicale dans un certain nombre de « gros établissements », notamment ceux où nous avons un-e adhérent-e, ou bien un-e/des sympathisant-e-s, afin de partir d'une base pour espérer

la renforcer, pas seulement faire des voix (c'est bien aussi), mais nous développer ... Cela veut dire prendre très vite contact avec les camarades concerné-e-s dès les premiers jours de septembre. S'assurer du vote de nos militant-e-s, sympathisant-e-s, cela veut dire faire un travail spécifique de d'appels téléphoniques durant toute la période du scrutin. Nous devons assurer ces voix qui nous sont acquises à priori, mais qui se perdent souvent à cause des procédures de vote compliquées, du mode de scrutin électronique.

4) Faire vivre et développer notre syndicat

- Nous devons absolument regagner des adhérent-e-s. Une campagne de syndicalisation s'impose ! Nous devons combiner nos interventions militantes (nombreuses et actives) avec la proposition de nous rejoindre, parce que renforcer notre outil de lutte renforcera les luttes de demain. Il faut sortir un matériel spécifique sur ce thème à la rentrée qu'on encartera dans le premier journal académique.
 - La diffusion syndicale reste un moyen fondamental pour nous faire connaître. Nous devons rétablir un planning de diffusions pour les camarades de permanences et toutes celles et ceux qui le souhaiteront. Il faut aussi proposer à nos camarades isolé-e-s dans tel ou tel secteur de l'académie d'organiser dans leur établissement, leur secteur une réunion d'information syndicale ou a minima un moment d'échanges et de discussion autour d'un café, en se déplaçant au moins une fois dans l'année au plus près d'elles/eux.
 - Notre journal académique reste un outil précieux pour faire connaître notre politique et nos orientations. Continuer à le faire paraître 4 fois par an est important.
 - Nos outils de communication virtuels sont désormais au nombre de deux et indispensables à notre rayonnement (site Internet et page FaceBook). Ils sont régulièrement mis à jour et visités. Il faut renforcer les équipes d'animation ... qui reposent aujourd'hui sur 3 camarades !
 - Nous devons nous développer numériquement tout en retrouvant une assise militante solide qui permette un fonctionnement le plus collectif possible. Un enjeu : faire venir les nouvelles/nouveaux adhérent-e-s à nos assemblées générales et les faire participer à la vie du syndicat. Nos assemblées générales ont été particulièrement peu fournies ces derniers temps, malgré la mise en place de l'alternance entre les mardis soirs et les mercredis après-midis. Cela passe sans doute par le fait de relancer les AG thématiques ... abandonnées cette année, notamment à cause de la préparation du congrès fédéral, (essayer d'alterner : AG « actu » et préparation de CF et AG « thématiques » même si forcément l'actualité brûlante peut nous amener à modifier le timing des AG thématiques ...).
- Peut-être faut-il re-réfléchir à la délocalisation de nos AG ?
- Nous devons également faire en sorte d'organiser un ou deux stages de formation syndicale sur l'année pour relancer une politique de formation auto-gérée, en lien avec nos réflexions sur l'école et la société que nous voudrions.